

IL AVAIT LES YEUX BLEUS

Samedi, 11 juin 2016, Paris, place de la République, Nuit Debout, atelier « Précarité et santé ».

On tente de dire, d'expliquer, de définir... On tourne autour de la notion de précarité, jusqu'à ce qu'un homme, jeune, je dirais 35 ans au plus, souriant, prenne la parole.

Il raconte qu'il a été commerçant pendant plusieurs années, qu'« il n'y a pas pire comme précarité et qui influe sur la santé ». Il évoque pour expliquer : un nouveau commerce, aucune situation financière sûre, une dépendance des fluctuations du marché, des premières années où « c'était pas mal, même si j'arrivais pas vraiment à en vivre : il fallait investir, investir... », un temps de travail très important, puis « un burn-out pendant deux ans où je devais gérer la boutique et ma santé... » Il ajoute : « On se fait rattraper par le RSI, par les crédits... On est dans une situation de précarité. Et quand on décide d'arrêter on n'a rien : pas de chômage, et le RSA je l'ai toujours pas au bout de six mois. Mais j'arrive quand même à vivre. Je vis beaucoup mieux qu'avant : je n'ai plus de pression, je dors bien, je vois mes amis. Je vis. »

Je lui demande s'il se considère précaire aujourd'hui.

Il répond : « Bien sûr que oui. »

Je continue : « Je te demande ça parce que tu dis que maintenant tu n'as plus de pression, que tu dors bien, que tu vois tes amis... Tu dis que maintenant tu vis... »

Il dit : « Je le vis bien mais c'est précaire ». Et il parle de l'extrême difficulté à être embauché : « J'ai un CV, j'ai fait beaucoup de métiers, je suis très polyvalent, j'ai de l'expérience, mais il y a beaucoup de demandes donc c'est celui qui a le plus de diplômes, le plus d'expérience, et qui accepte d'être le moins payé qui est pris. »

Puis il nous apprend qu'il vient de trouver un emploi, mais que c'est dans l'amiante, et avec des déplacements dans toute la France, au SMIC, et un forfait déplacement dont le montant ne permet pas d'être hébergé dans de bonnes conditions quand il travaille dans une grande ville très loin de chez lui, et où les hôtels sont chers.

Moi je retiens surtout le mot « amiante », et pendant qu'il parle, se superpose à son sourire et à son jeune visage ce que je sais de ce poison industriel, de la logique de profit qui a soutenu son usage, du nombre effroyable de travailleur-se-s qui en sont mort-e-s, du nombre effroyable de celles et ceux qui vont probablement en mourir. Peine et colère se mêlent, et j'hésite, je ne sais pas quoi ni comment lui dire. Je me décide et lui demande s'il connaît les risques auxquels il est exposé en travaillant dans l'amiante, s'il a été informé.

Il répond : « Oui j'ai eu une formation sur les risques amiante. On nous dit qu'on travaillera en sécurité. » Mais il parle aussi des équipements, de fibres supérieures à 5 microns qui ne passent pas mais qu'il en existe de moins de 1 micron... Il souligne le danger, dit qu'« il faudrait des filtres plus fins, plus techniques ». Il dit qu'il en a parlé...

Moi : « Et ça a été quoi la réponse ? »

Lui : « La réponse c'était qu'ils font de mieux en mieux. »

Je lui demande s'il a hésité à prendre ce boulot à risques, ou si le prendre était pour lui une évidence.

Il répond : « Pour moi une évidence ». Et il explique en évoquant l'existence selon lui d'un très long délai entre l'exposition à l'amiante et un possible cancer. Il conclue : « Vu mon âge, au niveau santé ça ne me dérange pas, c'est pour ceux qui ont 18 ans que c'est un problème. »

Glacée, je n'ai pas su trouver les mots justes.

Une femme qui participait à l'atelier parle de centrales nucléaires, de la condition des salariés qui y travaillent.

Lui : « J'ai appris dans cette formation c'est quoi un lobby. Le formateur a dit que depuis 1907 on connaissait les dangers de l'amiante. Et au niveau de la législation, ils ont commencé dans les années 90. »

Je dis que l'amiante n'a été interdite en France qu'en 1997, alors que selon mes lectures, les industriels en connaissaient les dangers dès la fin du 19e siècle.

Un participant souligne que l'aspect nocif de l'amiante était connu bien avant, depuis l'Antiquité, que Pline en avait parlé.

Sont alors évoqués des travailleurs indiens, qui démontent les navires pour récupérer le métal, avec, pour seule protection, un mouchoir sur le nez ; une façon d'éviter de payer le désamiantage...

Cet homme, j'y repense souvent. Un an plus tard je laisse cette trace. Une trace pour me rappeler, pour nous rappeler, qu'il y a des femmes et des hommes contraint-e-s de risquer leur vie pour la gagner. Il faut que ça s'arrête.

Selma REGGUI, 20 juin 2017